



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.620/2
du 19 juin 2020

advies 67.620/2
van 19 juni 2020

sur

over

un avant-projet de loi ‘portant
octroi d’une garantie d’État
pour certains crédits aux PME
dans la lutte contre les
conséquences du coronavirus
et modifiant la loi du
25 avril 2014 relative au statut
et au contrôle des
établissements de crédit et des
sociétés de bourse’

een voorontwerp van wet ‘tot
verstrekking van een
staatswaarborg voor bepaalde
kredieten aan KMO’s in de
strijd tegen de gevolgen van
het coronavirus en tot
wijziging van de wet van
25 april 2014 op het statuut en
toezicht op kredietinstellingen
en beursvennootschappen’

Le 15 juin 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale, et Ministre de la Coopération au développement à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi 'portant octroi d'une garantie d'État pour certains crédits aux PME dans la lutte contre les conséquences du coronavirus et modifiant la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 19 juin 2020. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 juin 2020.

*

Op 15 juni 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met Bestrijding van de fiscale fraude en Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot verstrekking van een staatswaarborg voor bepaalde kredieten aan KMO's in de strijd tegen de gevolgen van het coronavirus en tot wijziging van de wet van 25 april 2014 op het statuut en toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 19 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 juni 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée par la lutte contre les effets négatifs du coronavirus sur l'économie. Eu égard au fait que la crise s'avère plus longue et plus profonde qu'anticipé, le système de garantie existant n'est pas adapté aux besoins de financement de nombreuses PME. Pour beaucoup de ces PME, il s'avère impossible de rembourser les emprunts existants dans les douze mois. Différentes PME se sont également vues exclues du champ d'application du système de garantie existant. À présent que la crise se prolonge, ces PME sont menacées de ne plus trouver d'accès à leur financement. Et cela au moment où beaucoup d'entreprises et de commerces reprennent leurs activités et ont un besoin urgent de liquidités. Pour éviter que ces PME connaissent une crise de liquidité et soient menacées de faillite, il est nécessaire que le présent projet de loi puisse entrer en vigueur le plus rapidement possible. Le présent projet est donc indispensable pour sauvegarder la stabilité de l'économie. Tout retard dans l'adoption et la publication du présent projet affecterait son efficacité et son objectif ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

RECEVABILITÉ

Dans son avis donné le 12 juin 2020 sur l'avant-projet, l'Inspecteur des Finances expose ce qui suit :

« Hoewel de memorie duidelijk zegt dat de 10 miljard waarover dit ontwerp gaat binnen de oorspronkelijke enveloppe van 50 miljard valt (wet van 27 maart 2020), moet de Inspectie van financiën niettemin opmerken dat men art[ikel] 10 van het ontwerp kan lezen als 10 miljard bovenop de huidige 50 miljard. Het past dan ook om dit artikel te verduidelijken ».

Dans sa lettre du 13 juin 2020, le Ministre du Budget informe le Ministre des Finances et de la Coopération au développement qu'il

« peu[t] marquer [s]on accord sur le projet de loi en objet à condition :

– qu'[il tienne] compte de la remarque de l'Inspection des Finances concernant le manque de clarté de l'article 10 et qu'[il] modifi[e] le texte de manière à lever toute ambiguïté.

[...] ».

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

La notification du Conseil des ministres décidant de saisir le Conseil d'État dans le présent dossier (point 29 de la séance du 13 juin 2020) précise au point 1 que c'est « [é]tant entendu qu'il sera tenu compte de la lettre du 13 juin 2020 du Ministre du Budget » que cette saisine est décidée.

Il ne résulte toutefois pas du dossier qu'il a été donné une suite à cet aspect de la décision du Conseil des ministres.

Il y a lieu d'en conclure que, sur l'article 10, l'avant-projet dont la section de législation est saisie ne peut être considéré comme reflétant la décision définitive, à ce stade, du Conseil des ministres.

En conséquence, la saisine du Conseil d'État est irrecevable en ce qui concerne l'article 10, qui ne sera donc pas examiné ¹.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'intention de l'auteur de l'avant-projet est d'inscrire la mesure d'aide en projet dans l'Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État 'visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19', qui fait l'objet de la communication de la Commission européenne du 19 mars 2020, modifiée par les communications des 3 avril 2020 et 8 mai 2020 (ci-après : « l'Encadrement »).

Dans cet acte, la Commission fixe les conditions de compatibilité qu'elle appliquera en principe jusqu'au 31 décembre 2020 aux aides que les États membres octroient en vertu de l'article 107, paragraphe 3, b), du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après : « le TFUE »), y compris des aides sous forme de garantie des crédits.

Cette communication de la Commission n'empêche toutefois pas que les régimes d'aide d'État doivent en principe encore être notifiés en vertu de l'article 108, paragraphe 3, du TFUE, sauf si un régime d'exemption peut être invoqué. Elle n'apporte aucune modification à cet égard ². Dans sa communication, la Commission déclare en effet

« veille[r] à l'adoption rapide des décisions dès la notification claire et complète des mesures visées dans la présente communication. Les États membres doivent informer

¹ À l'occasion de l'établissement du texte définitif de l'avant-projet, il serait utile que le commentaire de l'article 10 soit complété en vue d'indiquer les motifs pour lesquels, en vertu de l'alinéa 2, seconde phase, de cette disposition, les articles 27, 1^o, et 28 restent applicables aux crédits garantis dont l'octroi conduirait au dépassement de la limite prévue dans l'alinéa 1^{er} de cet article 10 et ne sont dès lors pas pris en compte pour l'octroi de la garantie de l'État.

² Voir en ce sens notamment l'avis n° 67.277/3 donné le 27 avril 2020 sur un projet devenu l'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale n° 2020/015 du 7 mai 2020 'relatif à une aide dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, en vue d'indemniser les entreprises actives dans la production primaire de produits agricoles et dans l'aquaculture, dans le domaine de l'alimentation' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67277.pdf>).

la Commission de leurs intentions et notifier leurs projets tendant à instituer de telles mesures dès que possible et aussi complètement que possible »³.

À la question de savoir si le régime en projet a déjà été notifié, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Le projet a été élaboré après consultation avec les services de la Commission européenne, qui ont pu prendre connaissance des conditions pertinentes : prêteurs et emprunteurs qualifiés, crédits garantis (montant en principal, intérêts, prime), perte à la charge de l'État, etc. La notification formelle interviendra après la réception de l'avis du Conseil, afin de pouvoir en tenir compte ».

Si l'accomplissement de la formalité susmentionnée devait encore donner lieu à des modifications du texte⁴ soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à la section de législation, conformément au prescrit de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'avant-projet à l'examen contient plusieurs délégations au Roi à la stricte condition que « cela s'avère nécessaire compte tenu de la gravité ou de la durée de la crise du coronavirus ». Il en va ainsi des délégations suivantes :

– prolonger le délai dans lequel les crédits peuvent être octroyés ainsi que la durée maximale autorisée de ces crédits si cela s'avère nécessaire compte tenu de la gravité ou de la durée de la crise du coronavirus (article 4, § 5) ;

– augmenter les intérêts garantis maximaux compte tenu de l'évolution du taux du marché et si cela est nécessaire compte tenu de la gravité ou de la durée de la crise du coronavirus (article 9, § 2) ;

– augmenter le pourcentage visé à l'article 10, alinéa 1^{er}, si cela est nécessaire compte tenu de la gravité ou de la durée de la crise du coronavirus (article 10, alinéa 3) ;

– adapter le taux de la prime si cela est nécessaire, compte tenu de la gravité ou de la durée de la crise du coronavirus (article 22, alinéa 2).

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est toutefois attirée sur le fait que pareilles délégations ne peuvent s'exercer que dans le respect des conditions d'octroi d'aides d'État imposées par le droit européen.

³ Communication de la Commission européenne du 19 mars 2020, Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, C(2020) 1863 final, point 42.

⁴ À savoir d'autres modifications que celles suggérées par le présent avis ou des modifications visant à répondre aux observations formulées dans le présent avis.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

DISPOSITIF

Article 3

1. Interrogé quant à la portée des termes « à sa contrepartie » au 15° de la version française, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« L'objectif est de faire référence à l'équivalent du terme 'wederpartij' en néerlandais. Il s'agit de l'autre partie au contrat (la 'partie adverse' ou le 'cocontractant'). Le terme 'partie adverse' paraissait moins approprié, puisque la relation ne se situe pas dans un contexte litigieux mais contractuel. En l'espèce, le terme contrepartie vise donc le cocontractant et non la prestation ».

Eu égard à cette réponse, dans la version française de l'avant-projet, les mots « à l'autre partie » seront préférés aux mots « à sa contrepartie ».

2. Au 17°, la notion de PME est définie comme étant « une société répondant aux conditions de l'article 1:24 ou de l'article 1:25 du Code des sociétés et des associations ; les mêmes conditions s'appliquent par analogie aux personnes physiques qui exercent une activité professionnelle à titre indépendant ou aux autres personnes morales ». Or l'article 6, § 2, définit la « petite ou moyenne entreprise non financière » par « toute personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre indépendant ou toute personne morale inscrite à la Banque carrefour des Entreprises, qui a la qualité de PME ».

Bien que l'article 6 entend exclure les petites et moyennes entreprises financières de la notion d'emprunteur, comme cela résulte de l'article 6, § 1^{er}, de l'avant-projet, il y a lieu de faire concorder la définition de PME donnée à l'article 6, § 2, avec celle qui figure au 17° de l'article 3.

3. Au 18°, les mots « relatif aux procédures d'insolvabilité » seront insérés entre les mots « du 20 mai 2015 » et les mots « ou qui répond ».

4. Au 23°, dans la version française du texte, la référence au 5° sera remplacée par la référence au 6° de l'article 145²⁶, § 3, 5°, du Code des impôts sur les revenus 1992.

5. Au 33°, il vaut mieux définir « la Banque nationale » comme étant « la Banque nationale de Belgique visée par la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique ».

Article 4

1. Il est peu heureux de faire figurer au sein d'une disposition ayant pour objet de circonscrire une notion, en l'espèce celle de crédit garanti, une règle qui, telle celle énoncée par la deuxième phrase de l'article 4, § 1^{er}, a un autre objet, à savoir l'obligation pour le prêteur de

mentionner les crédits garantis au sens de la première phrase de cette disposition dans des déclarations mensuelles dont les modalités sont établies par le Roi.

Cette phrase fera l'objet d'une disposition autonome.

Il est renvoyé pour le surplus à l'observation n° 3 formulée sous l'article 20.

2. La notion de crédit syndiqué utilisée au paragraphe 3, a), gagnerait à y être définie.

Article 6

L'article 6, § 2, f) et g), entend notamment exclure du régime de l'avant-projet les sociétés patrimoniales et les sociétés de management.

L'auteur de l'avant-projet doit être en mesure de justifier cette exclusion.

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« Comme précisé dans l'exposé des motifs relatif à l'article 6, '[l]'exclusion des sociétés de gestion et société de gestion de portefeuille est motivée, d'une part, par la volonté d'optimiser l'allocation du budget disponible et, d'autre part, par la considération que l'activité de ces sociétés ne contribue pas suffisamment au tissu économique, que le régime proposé vise à maintenir' ».

À la lumière de cette réponse, le commentaire de l'article gagnerait à être étoffé quant à la faible contribution au tissu économique des sociétés patrimoniales et des sociétés de management par rapport à la contribution des autres entreprises admises en tant qu'emprunteurs.

Par ailleurs, de l'accord du délégué du Ministre, la version française du commentaire de l'article 6 sera adaptée afin d'y remplacer les notions de « société de gestion » et de « société de gestion de portefeuille » par respectivement celles de « société patrimoniale » et de « société de management », lesquelles sont définies par l'article 3, 22° et 23°, de l'avant-projet.

Article 8

1. L'article 8, 1°, fixe le maximum des montants en principal garanti de l'ensemble des crédits garantis octroyés à un emprunteur. Le 1° vise au titre de l'un de ces montants maximum « les besoins en liquidité de l'emprunteur pendant une période de 18 mois à partir de la date envisagée d'octroi de crédit garanti, tel que ce montant est évalué par l'emprunteur dans une déclaration écrite dûment motivée ». Le 2° prévoit comme critère le double du coût salarial total annuel du dernier exercice comptable clôturé de l'emprunteur tandis que le 3° prévoit que le montant ne peut dépasser 25 % du chiffre d'affaires du dernier exercice comptable clôturé de l'emprunteur.

L'exposé des motifs précise que ces limites répondent aux exigences énoncées dans l'Encadrement.

Or au point 3.2 de l'Encadrement précité, consacré aux « Aides sous forme de garanties sur les prêts », le point 25, d), iii), tel qu'il résulte de son remplacement par le point 15 de la « modification de l'encadrement » intervenue le 3 avril 2020 et du remplacement de son *littera* d), iii, par le point 26 de la « modification de l'encadrement » intervenue le 8 mai 2020, énonce que

« [l]a Commission considérera que ces aides d'État octroyées sous forme de nouvelles garanties publiques sur les prêts individuels en réaction à la flambée de COVID-19 sont compatibles avec le marché intérieur sur la base de l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE, pour autant que les conditions suivantes soient remplies :

[...]

d) pour les prêts arrivant à échéance après le 31 décembre 2020, le montant global des prêts par bénéficiaire n'excède pas :

i. le double de la masse salariale annuelle du bénéficiaire (incluant les charges sociales ainsi que le coût des effectifs travaillant sur le site de l'entreprise mais considérés officiellement comme des sous-traitants) pour 2019 ou pour la dernière année disponible. Dans le cas des entreprises créées le 1^{er} janvier 2019 ou après cette date, le montant maximal du prêt ne doit pas excéder la masse salariale annuelle estimée pour les deux premières années d'activité ; ou

ii. 25 % du chiffre d'affaires total réalisé par le bénéficiaire en 2019 ; ou

iii. si l'État membre le justifie dûment auprès de la Commission (en invoquant, par exemple, les caractéristiques d'un certain type d'entreprises), le montant du prêt peut être majoré afin de couvrir les besoins de liquidités pendant les 18 mois suivant la date de l'octroi dans le cas des PME ⁵ et pendant les 12 mois suivant la date de l'octroi dans le cas des grandes entreprises ⁶ ».

L'article 8, § 1^{er}, 1^o, de l'avant-projet sera revu pour se conformer aux exigences européennes précitées, telles qu'elles résultent du point 25, *littera* d), iii, de l'Encadrement. Il paraît en effet ressortir de la formulation de l'article 8, § 1^{er}, 1^o, de l'avant-projet que ce sont « les besoins de liquidité de l'emprunteur » à eux seuls qui constituent l'objet du crédit garanti alors qu'aux termes du point 25, *littera* d), iii, de l'Encadrement, les besoins de liquidité doivent venir en majoration d'un prêt existant pour que l'emprunt puisse bénéficier du régime envisagé.

L'État belge devra également veiller à justifier cette disposition auprès de la Commission européenne conformément au point 25, *littera* d), iii, de l'Encadrement.

⁵ Note de bas de page n° 13 de la « modification de l'encadrement » intervenue 8 mai 2020 : Telles que définies à l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (le « règlement général d'exemption par catégorie »).

⁶ Note de bas de page n° 14 de la « modification de l'encadrement » intervenue 8 mai 2020 : Le plan de liquidité peut concerner tant des fonds de roulement que des coûts d'investissement.

2. Les 1^o⁷ et 2^o du paragraphe 2 seront complétés afin de mentionner, à l'instar de ce qui figure au 3^o et au 4^o, la référence aux règlements européens pertinents pour la détermination des maxima qui y sont indiqués.

Article 14

L'avant-projet devrait régler les effets d'une situation où une ou plusieurs des autres garanties envisagées par l'article 14 contiennent une clause ou une disposition dont l'objet est identique ou analogue à celui de l'article 14, à savoir une réduction *pari passu* de la garantie en fonction du montant couvert par d'autres garanties.

Article 15

L'article 15 prévoit que l'appel à la garantie ne peut avoir pour objet que l'entière du portefeuille visé à l'article 4, § 4.

Cette exigence paraît contradictoire avec l'exposé des motifs qui énonce que, « [c]ontrairement au régime existant, la garantie d'État vaut au niveau du crédit individuel ».

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Les deux dispositions ne se sont pas contradictoires. S'il s'agit bien d'une garantie 'par crédit individuel', les demandes d'avance ainsi que les décomptes définitifs devront avoir pour objet l'ensemble des crédits garantis d'un prêteur. C'est dans ce cadre que la notion de 'portefeuille' est employée. L'appel à la garantie par un prêteur doit se faire en seule fois pour l'ensemble des pertes encourues sur l'ensemble des crédits garantis octroyés (le 'portefeuille') par ce prêteur ».

Le dispositif sera revu sur la base de cette réponse afin de lever toute ambiguïté quant au mécanisme de garantie « par crédit individuel ».

Article 18

1. Dans la version française du texte de l'alinéa 1^{er}, les mots « par l'emprunteur » seront remplacés par les mots « par le prêteur ».

2. De l'accord du délégué du Ministre, l'alinéa 1^{er} sera complété pour préciser que la titrisation en vue de l'utilisation des titres de la titrisation comme sûreté est également considérée comme un transfert d'un crédit garanti.

3. Il est renvoyé à l'observation n° 1 formulée ci-après sous l'article 19.

⁷ Dans la version française du paragraphe 2, 1^o, les termes « 1^o, 2^o et 3^o » seront remplacés par les termes « 2^o, 3^o ou 4^o ».

Article 19

1. Le 2° paraît redondant par rapport à l'article 18, qui prévoit déjà l'extinction de la garantie d'État en cas de transfert. Il sera omis.

La question se pose toutefois de savoir quelle est la portée de la troisième phrase du 2° (« cette disposition ne s'applique pas aux opérations visées à l'article 18 qui n'entraînent aucune réduction de la perte garantie »). La question se pose alors aussi de savoir si elle doit être déplacée sous l'article 18, sous une forme, le cas échéant, adaptée.

2. S'agissant du *reporting*, il est renvoyé à l'observation n° 3 formulée sous l'article 20.

3. Tel qu'il est rédigé, le 9° semble davantage viser une hypothèse de déchéance de la garantie d'État (« [...] le prêteur est déchu de la garantie de l'État [...] ») que celle d'une réduction, devant alors figurer à l'article 20.

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« L'article 19 a trait à la diminution (potentiellement jusqu'à zéro) des pertes compensées par l'État. En revanche, l'article 20 prévoit la perte totale de la garantie d'État pour l'ensemble des crédits garantis octroyés par un prêteur.

L'article 19, 9° prévoit une diminution des pertes compensées par l'État ».

À la lueur de cette réponse, la formulation de cette disposition sera donc revue en ce sens.

4. Dès lors que l'hypothèse envisagée au 10° ne concerne que les cas où il s'agit, semble-t-il, de renouveler des « contrats [de prêt] avec des emprunteurs qui étaient en vigueur à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi » et que l'article 3, 13°, définit le « nouveau prélèvement d'un crédit » comme étant « le nouveau prélèvement ou renouvellement d'un crédit remboursé en tout ou en partie qui a été octroyé avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi et pour autant que le nouveau prélèvement ou le renouvellement ait lieu pour au maximum le même montant en principal », il semble que la référence au simple « prélèvement » doit être écartée de ce 10°, sauf à définir cette notion et à justifier la pertinence de cette référence au regard de l'objet du 10°.

5. De manière plus générale, chacun des cas de figure envisagés par l'article 19 devrait faire l'objet d'une explication dans le commentaire de cette disposition, une observation analogue valant pour les articles 20 à 24.

Article 20

1. Il résulte du 2° qu'un prêteur est déchu de la garantie de l'État s'il applique de manière systématique ou « à grande échelle », une ou plusieurs des pratiques visées à l'article 19, 6° et 7°.

La notion de grande échelle est trop imprécise pour constituer un critère objectif qui permet de déchoir un prêteur.

Le 2° sera revu pour préciser ce critère.

2. Au 3°, c), la condition visée au point (ii) apparaît redondante par rapport à celle visée au point (i).

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Suite à votre question, le projet de loi sera modifié en regroupant les points (i) et (ii) de l'article 20, 3° dans un point (i) qui sera formulé comme il suit :

‘qui n'avait pas de retard de paiements sur ses crédits en cours ou sur ses impôts ou cotisations de sécurité sociale au 1^{er} février 2020 ou qui n'avait pas plus de 30 jours de retard de paiement sur ses crédits en cours ou ses impôts ou ses cotisations de sécurité sociale au 29 février 2020’ ».

La disposition sera par conséquent revue en ce sens.

3. Interrogé quant à l'objet du « reporting obligatoire » visé au 4°, le délégué du Ministre a répondu qu'il s'agit

« des reportings faits par les prêteurs, tels qu'également visés à l'article 37 de l'avant-projet. C'est par le biais de ce reporting que les prêteurs devront indiquer les crédits qui font l'objet de la garantie (voir art. 4). Les modalités des reportings seront précisées dans un arrêté royal d'exécution qui sera adopté ultérieurement. Ce système de reporting existe déjà au sein de la BNB. L'article 4, § 1, du projet prévoit que le Roi pourra en établir les modalités applicables dans un arrêté d'exécution ».

Tel qu'il est rédigé, l'article 20, 4°, semble toutefois distinguer le *reporting* obligatoire de l'obligation de déclarations mensuelles. L'habilitation faite au Roi à l'article 4, § 1^{er}, de l'avant-projet ne porte que sur l'établissement des modalités des déclarations mensuelles. Si les *reportings* obligatoires à faire par les prêteurs devaient être plus larges que les déclarations mensuelles, il conviendrait par conséquent d'étendre l'habilitation faite au Roi. S'il s'agit d'inclure les *reportings* dans la déclaration mensuelle visée à l'article 4, § 1^{er}, cette dernière disposition sera précisée en ce sens.

Par ailleurs, tel qu'il est rédigé, l'article 37 ne permet pas d'identifier clairement les titulaires des obligations de *reporting*, ni l'étendue de celles-ci ⁸.

⁸Il est renvoyé sur ce point à l'observation formulée plus bas sous l'article 37.

Une clarification sera par conséquent apportée quant à la portée des obligations de *reporting* visées.

La même observation peut être formulée concernant l'article 19, 4°.

Article 22

L'habilitation au Roi serait mieux circonscrite, compte tenu de l'objet et de la portée de l'avant-projet, si, à l'instar de l'article 9, § 2, elle était conditionnée non seulement aux constats touchant à « la gravité ou de la durée de la crise du coronavirus » mais aussi à ceux relatifs à l'évolution des taux d'intérêt du marché.

Article 23

1. La disposition sera complétée pour préciser l'impact d'une éventuelle réduction de la perte garantie d'un crédit garanti sur la prime due ou déjà payée. Il en va de même pour l'hypothèse d'une déchéance de la garantie d'État.

2. La portée et la pertinence du 2°, d), devrait être clarifiée, à tout le moins dans le commentaire de l'article.

Article 27

Le commentaire de l'article 27 gagnerait à clarifier l'hypothèse visée à l'article 27, 4°.

Cette clarification s'impose d'autant plus que les infractions à l'avant-projet à l'examen sont passibles de sanctions administratives et pénales (voir les articles 30 à 32 de l'avant-projet). Il convient dès lors que l'avant-projet à l'examen respecte le principe de légalité renforcé qui prévaut en matière pénale.

Article 29

Le 2°, ou à tout le moins son commentaire, gagnerait à être complété afin de mieux identifier – et si possible de manière exhaustive – les informations et les déclarations qui sont ici concernées.

Cette clarification s'impose d'autant plus que les infractions à l'avant-projet à l'examen sont passibles de sanctions administratives et pénales (voir les articles 31 et 32 de l'avant-projet). Il convient dès lors que l'avant-projet respecte le principe de légalité renforcé qui prévaut en matière pénale.

Articles 30 à 32

1. Dans la version française, au début des textes insérés par les articles 30 à 32 dans la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit (et non « crédits ») et des sociétés de bourse', il y a lieu décrire « ou de la loi » plutôt qu'« ou la loi ».
2. Aux articles 30 à 32, les mots « et modifiant diverses lois » seront omis.

Article 33

Contrairement à ce qu'indique la première phrase de l'article 33, les droits et obligations réciproques relatifs à la garantie d'État entre l'État, d'une part, et le prêteur, d'autre part, sont réglés par l'avant-projet à l'examen lui-même (ainsi que par ses futurs arrêtés d'exécution) et ne sont donc pas de nature contractuelle. Cette première phrase sera donc omise.

Pour le surplus, comme il est indiqué à juste titre dans la deuxième phrase de l'article 33, rien n'empêche par contre les parties de conclure des conventions plus précises pour autant que ces dernières ne soient pas contraires aux dispositions de l'avant-projet à l'examen.

Article 34

Les mots « du débiteur » seront remplacés par les mots « de l'emprunteur ».

Article 37

Tel qu'il est rédigé, l'article 37 ne précise pas explicitement qui est chargé d'effectuer le suivi de l'exécution du régime ainsi que l'identification et la résolution d'éventuels problèmes.

Par souci de sécurité juridique, la disposition sera donc clarifiée en tenant compte notamment de l'observation n° 3 formulée sous l'article 20.

Article 38

1. Il s'indiquerait de compléter le commentaire de l'article en indiquant les raisons spécifiques qui justifient la dérogation à la règle générale de l'entrée en vigueur le dixième jour après la publication au *Moniteur belge* telle qu'elle est fixée par l'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.
2. La seconde phrase de l'article 38 n'a pas sa place au sein d'une disposition ayant pour objet de fixer l'entrée en vigueur de la loi en projet.

Elle fera l'objet d'une disposition autonome à insérer dans le corps de l'avant-projet, qu'il y aura lieu d'articuler avec l'article 4, § 1^{er}.

OBSERVATIONS FINALES

1. Conformément aux règles de légistique formelle⁹, l'usage de parenthèses sera omis¹⁰.
2. Dans la version française du texte, il est tantôt fait référence à la « garantie d'État » et tantôt à la « garantie de l'État ».

Une uniformisation de la terminologie utilisée s'indique, la seconde expression devant être préférée.

*

⁹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 86.

¹⁰ Voir les articles 3, 12°, 8, § 1^{er}, 2°, 9, § 1^{er}, 2°, et 19, 1°, de l'avant-projet.

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

“L’urgence est motivée par la lutte contre les effets négatifs du coronavirus sur l’économie. Eu égard au fait que la crise s’avère plus longue et plus profonde qu’anticipé, le système de garantie existant n’est pas adapté aux besoins de financement de nombreuses PME. Pour beaucoup de ces PME, il s’avère impossible de rembourser les emprunts existants dans les douze mois. Différentes PME se sont également vues exclues du champ d’application du système de garantie existant. À présent que la crise se prolonge, ces PME sont menacées de ne plus trouver d’accès à leur financement. Et cela au moment où beaucoup d’entreprises et de commerces reprennent leurs activités et ont un besoin urgent de liquidités. Pour éviter que ces PME connaissent une crise de liquidité et soient menacées de faillite, il est nécessaire que le présent projet de loi puisse entrer en vigueur le plus rapidement possible. Le présent projet est donc indispensable pour sauvegarder la stabilité de l’économie. Tout retard dans l’adoption et la publication du présent projet affecterait son efficacité et son objectif”.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp[‡], de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONTVANKELIJKHEID

In zijn advies van 12 juni 2020 over het voorontwerp heeft de inspecteur van Financiën het volgende uiteengezet:

“Hoewel de memorie duidelijk zegt dat de 10 miljard waarover dit ontwerp gaat binnen de oorspronkelijke enveloppe van 50 miljard valt (wet van 27 maart 2020), moet de Inspectie van financiën niettemin opmerken dat men art[ikel] 10 van het ontwerp kan lezen als 10 miljard bovenop de huidige 50 miljard. Het past dan ook om dit artikel te verduidelijken”.

De minister van Begroting deelt in zijn brief van 13 juni 2020 aan de minister van Financiën en van Ontwikkelingssamenwerking mee dat hij

“peu[t] marquer [s]on accord sur le projet de loi en objet à condition :

– qu’[il tienne] compte de la remarque de l’Inspection des Finances concernant le manque de clarté de l’article 10 et qu’[il] modifi[e] le texte de manière à lever toute ambiguïté.

(...)”.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan..

In punt 1 van de notificatie van de Ministerraad, waarbij is besloten om de Raad van State over dit dossier om advies te verzoeken (punt 29 van de zitting van 13 juni 2020), wordt gepreciseerd dat daartoe is besloten “[m]et dien verstande dat rekening zal worden gehouden met de brief van 13 juni 2020 van de Minister van Begroting”.

Uit het dossier blijkt echter niet dat aan dat aspect van het besluit van de Ministerraad gevolg is gegeven.

Daaruit dient te worden afgeleid dat, voor wat betreft artikel 10, het aan de afdeling Wetgeving voorgelegde voorontwerp in dit stadium niet kan worden beschouwd als een correcte weergave van de definitieve beslissing van de Ministerraad.

Het aan de Raad van State gerichte verzoek om advies is bijgevolg niet ontvankelijk wat betreft artikel 10, dat dus niet zal worden onderzocht.¹

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Het is de bedoeling van de steller van het voorontwerp om de ontworpen steunmaatregel in te passen in de Tijdelijke kaderregeling inzake staatssteun ‘ter ondersteuning van de economie vanwege de huidige COVID-19-uitbraak’ vervat in de mededeling van de Europese Commissie van 19 maart 2020, gewijzigd bij de mededelingen van 3 april 2020 en 8 mei 2020 (hierna: “de Kaderregeling”).

In die regelgevende tekst stelt de Commissie de verenigbaarheidsvoorwaarden vast die ze in beginsel tot 31 december 2020 zal toepassen op steun die de lidstaten verlenen op grond van artikel 107, lid 3, b), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (hierna: “VWEU”), met inbegrip van steun in de vorm van gewaarborgde kredieten.

Deze mededeling van de Commissie neemt echter niet weg dat staatssteunregelingen in beginsel nog steeds aanmelding op grond van artikel 108, lid 3, van het VWEU behoeven, tenzij wanneer beroep kan worden gedaan op een vrijstellingsregeling. De mededeling brengt daarin geen wijziging². De Commissie verklaart in haar mededeling immers dat ze

“[zorg draagt] voor een snelle besluitvorming na heldere en volledige aanmelding van maatregelen die onder deze mededeling vallen. De lidstaten moeten de Commissie

¹ Bij het opstellen van de definitieve tekst van het voorontwerp zou het nuttig zijn om de toelichting bij artikel 10 aan te vullen teneinde op te geven om welke redenen, krachtens het tweede lid, tweede zin, van die bepaling, de artikelen 27, 1°, en 28 van toepassing blijven op de gewaarborgde kredieten waarvan de toekenning zou leiden tot de overschrijding van de grens waarin het eerste lid van dat artikel 10 voorziet, en dus niet in aanmerking komen voor het toekennen van de staatswaarborg.

² Zie in die zin inzonderheid advies 67.277/3, gegeven op 27 april 2020 over een ontwerp dat heeft geleid tot het [bijzonderemachtenbesluit] van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/015 van 7 mei 2020 ‘betreffende de steun in het kader van de gezondheids crisis Covid-19 tot vergoeding van de ondernemingen actief in de primaire productie van landbouwproducten en de aquacultuur op het gebied van voeding’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezens/67277.pdf>).

van hun voornemens in kennis stellen en hun plannen om dergelijke maatregelen in te voeren zo snel en volledig mogelijk aanmelden”.³

Op de vraag of de ontworpen regeling al werd aangemeld, antwoordde de gemachtigde van de minister als volgt:

“Le projet a été élaboré après consultation avec les services de la Commission européenne, qui ont pu prendre connaissance des conditions pertinentes : prêteurs et emprunteurs qualifiés, crédits garantis (montant en principal, intérêts, prime), perte à la charge de l'État, etc. La notification formelle interviendra après la réception de l'avis du Conseil, afin de pouvoir en tenir compte”.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst ten gevolge van het vervullen van de voornoemde vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan,⁴ moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen, ter inachtneming van het voorschrift van artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

ALGEMENE OPMERKING

Het voorliggende voorontwerp bevat verscheidene delegaties aan de Koning onder de strikte voorwaarde dat “dit gelet op de ernst dan wel de duur van de coronavirus-crisis noodzakelijk is”. Dit is bijvoorbeeld het geval met de volgende delegaties:

– de termijn waarbinnen de kredieten kunnen worden toegekend alsmede de maximaal toegestane looptijd van die kredieten verlengen indien dit gelet op de ernst dan wel de duur van de coronavirus-crisis noodzakelijk is (artikel 4, § 5);

– de maximaal gewaarborgde interesten verhogen rekening houdend met de evolutie van de marktrente en indien dit gelet op de ernst dan wel de duur van de coronavirus-crisis noodzakelijk is (artikel 9, § 2);

– het percentage bedoeld in artikel 10, eerste lid, verhogen indien dit gelet op de ernst dan wel de duur van de coronavirus-crisis noodzakelijk is (artikel 10, derde lid);

– het vergoedingstarief aanpassen indien dit gelet op de ernst dan wel de duur van de coronavirus-crisis noodzakelijk is (artikel 22, tweede lid).

De aandacht van steller van het voorontwerp wordt evenwel gevestigd op het feit dat dergelijke delegaties slechts kunnen worden uitgeoefend met inachtneming van de door het Europese recht opgelegde voorwaarden voor het toekennen van staatssteun.

³ Mededeling van de Europese Commissie van 19 maart 2020, Tijdelijke kaderregeling inzake staatssteun ter ondersteuning van de economie vanwege de huidige COVID-19-uitbraak, C(2020) 1863 final, punt 42.

⁴ Namelijk andere wijzigingen dan diegene die in dit advies worden voorgesteld of wijzigingen die ertoe strekken tegemoet te komen aan hetgeen in dit advies wordt opgemerkt.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. Op de vraag naar de strekking van de woorden “à sa contrepartie” in de Franse tekst van punt 15°, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“L’objectif est de faire référence à l’équivalent du terme ‘wederpartij’ en néerlandais. Il s’agit de l’autre partie au contrat (la ‘partie adverse’ ou le ‘cocontractant’). Le terme ‘partie adverse’ paraissait moins approprié, puisque la relation ne se situe pas dans un contexte litigieux mais contractuel. En l’espèce, le terme contrepartie vise donc le cocontractant et non la prestation”.

Gelet op dat antwoord, moet in de Franse tekst van het voorontwerp de voorkeur worden gegeven aan de woorden “à l’autre partie” in plaats van de woorden “à sa contrepartie”.

2. In punt 17° wordt het begrip KMO gedefinieerd als “een vennootschap die voldoet aan artikel 1:24 of artikel 1:25 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen; voor natuurlijke personen die zelfstandig een beroepsactiviteit uitoefenen of andere rechtspersonen zijn deze voorwaarden van overeenkomstige toepassing”. In artikel 6, § 2, wordt de “kleine of middelgrote niet-financiële onderneming” echter gedefinieerd als “elke natuurlijke persoon die zelfstandig een beroepsactiviteit uitoefent of rechtspersoon, ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen, die kwalificeert als een KMO”.

Hoewel artikel 6 ertoe strekt de kleine en middelgrote financiële ondernemingen uit te sluiten van het begrip kredietnemer – zoals blijkt uit artikel 6, § 1, van het voorontwerp – dient de definitie die van de KMO wordt gegeven in artikel 6, § 2, te worden afgestemd op de definitie die ervan wordt gegeven in punt 17° van artikel 3.

3. In punt 18° moeten de woorden “betreffende insolventieprocedures” worden ingevoegd tussen de woorden “van 20 mei 2015” en de woorden “of die voldoet”.

4. In de Franse tekst van punt 23° dient de verwijzing naar punt 5° te worden vervangen door de verwijzing naar punt 6° van artikel 145²⁶, § 3, 5°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

5. In punt 33° is het beter “de Nationale Bank” te definiëren als “de Nationale Bank van België bedoeld in de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België”.

Artikel 4

1. In een bepaling die ertoe strekt een omschrijving te geven van een begrip - *in casu* dat van gewaarborgd krediet -, is het niet bijzonder gelukkig om een regel op te nemen die net

zoals de regel die is neergelegd in de tweede zin van artikel 4, § 1, - een ander voorwerp heeft, namelijk de verplichting voor de kredietgever om de gewaarborgde kredieten, zoals bedoeld in de eerste zin van die bepaling, op te nemen in maandelijkse aangiftes waarvan de nadere regels door de Koning worden vastgesteld.

Die zin moet in een afzonderlijke bepaling worden opgenomen.

Voor het overige wordt verwezen naar opmerking 3 die onder artikel 20 is gemaakt.

2. Het verdient aanbeveling om de definitie van het begrip meerhoofdig krediet dat in paragraaf 3, a), wordt gebruikt, in die bepaling op te nemen.

Artikel 6

Artikel 6, § 2, f) en g), strekt er inzonderheid toe de patrimoniumvennootschappen en de managementvennootschappen uit te sluiten van de regeling van het voorontwerp.

De steller van het voorontwerp moet die uitsluiting kunnen rechtvaardigen.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Comme précisé dans l'exposé des motifs relatif à l'article 6, '[l]'exclusion des sociétés de gestion et société de gestion de portefeuille est motivée, d'une part, par la volonté d'optimiser l'allocation du budget disponible et, d'autre part, par la considération que l'activité de ces sociétés ne contribue pas suffisamment au tissu économique, que le régime proposé vise à maintenir”.

In het licht van dat antwoord zou de toelichting bij het artikel moeten worden aangevuld op het stuk van de geringe bijdrage die de patrimoniumvennootschappen en de managementvennootschappen aan het economische weefsel leveren in vergelijking met de bijdrage van de andere ondernemingen die als kredietnemers worden toegelaten.

Voorts is de gemachtigde van de minister het ermee eens dat de Franse tekst van de toelichting bij artikel 6 moet worden aangepast om de begrippen “société de gestion” en “société de gestion de portefeuille” respectievelijk te vervangen door de begrippen “société patrimoniale” en “société de management”, die worden gedefinieerd in artikel 3, 22° en 23°, van het voorontwerp.

Artikel 8

1. Artikel 8, 1°, bepaalt het maximumbedrag van de gewaarborgde hoofdsommen van alle gewaarborgde kredieten die aan een kredietnemer worden toegekend. In de bepaling onder 1° wordt als één van die maximumbedragen verwezen naar “de liquiditeitsbehoeften van de kredietnemer gedurende een periode van 18 maanden vanaf de beoogde datum van verlening van

het gewaarborgde krediet, zoals dit bedrag door de kredietnemer in een behoorlijk gemotiveerde schriftelijke verklaring wordt geschat”. De bepaling onder 2° formuleert als criterium het dubbele van de jaarlijkse totale loonkost van het laatste afgesloten boekjaar van de kredietnemer, terwijl de bepaling onder 3° stelt dat het bedrag niet hoger mag zijn dan 25 % van de omzet van het laatste afgesloten boekjaar van de kredietnemer.

In de memorie van toelichting wordt gepreciseerd dat die bovengrenzen beantwoorden aan de eisen gesteld in de Kaderregeling.

In punt 3.2 van de voornoemde Kaderregeling, dat gewijd is aan de “Steun in de vorm van garanties op leningen”, bepaalt punt 25, d), iii), zoals dit volgt uit de vervanging ervan bij punt 15 van de “wijziging van de kaderregeling” van 3 april 2020 en uit de vervanging van de *littera* d), iii, bij punt 26 van de “wijziging van de kaderregeling” op 8 mei 2020, het volgende :

“De Commissie zal dergelijke staatssteun die in de vorm van nieuwe overheids garanties voor individuele leningen in antwoord op de COVID-19-uitbraak is toegekend, op grond van artikel 107, lid 3, onder b), VWEU als verenigbaar met de interne markt beschouwen, mits het volgende in acht wordt genomen:

(...)

d. voor leningen met een looptijd tot na 31 december 2020 mag het totale bedrag van leningen per begunstigde niet meer bedragen dan:

i. het dubbele van de jaarlijkse loonsom van de begunstigde (met inbegrip van de sociale lasten en de kosten van personeel dat op de locatie van de onderneming werkt, maar formeel op de loonlijst van onderaannemers staat) voor 2019 of voor het laatste jaar waarvoor dit bedrag bekend is. Bij op of na 1 januari 2019 opgerichte ondernemingen mag het maximumbedrag van de lening niet hoger zijn dan de geraamde jaarlijkse loonsom voor de eerste twee exploitatiejaren; of

ii. 25 % van de totale omzet van de begunstigde in 2019; of

iii. met een door de lidstaat aan de Commissie te verstrekken passende motivering (met betrekking tot bijvoorbeeld de kenmerken van bepaalde soorten ondernemingen) mag het bedrag van de lening worden verhoogd om de liquiditeitsbehoeften vanaf het moment van toekenning te dekken voor de komende 18 maanden voor kmo's⁵ en voor de komende 12 maanden voor grote ondernemingen.”⁶

Artikel 8, § 1, 1°, van het voorontwerp moet worden herzien teneinde te voldoen aan de voornoemde Europese vereisten zoals die voortvloeien uit punt 25, *littera* d), iii, van de Kaderregeling. Uit de bewoordingen van artikel 8, § 1, 1°, van het voorontwerp blijkt immers dat enkel “de liquiditeitsbehoeften van de kredietnemer” het voorwerp van het gewaarborgde krediet uitmaken, terwijl volgens punt 25, *littera* d), iii, van de Kaderregeling de liquiditeitsbehoeften bovenop het bedrag van een bestaande lening moeten komen opdat de lening in aanmerking kan komen voor de ontworpen regeling.

⁵ Voetnoot 13 van de “wijziging van de kaderregeling” van 8 mei 2020: “Zoals gedefinieerd in bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard” (de “algemene groepsvrijstellingsverordening”)

⁶ Voetnoot 14 van de “wijziging van de kaderregeling” van 8 mei 2020: “Het liquiditeitsplan kan zowel werkkapitaal als investeringskosten omvatten”.

De Belgische Staat dient er eveneens op toe te zien dat, overeenkomstig punt 25, *littera d*), iii, van de Kaderregeling, met betrekking tot die bepaling aan de Europese Commissie een motivering wordt verstrekt.

2. De bepalingen onder 1^o⁷ en 2^o van paragraaf 2 moeten aldus aangevuld worden dat daarin, naar het voorbeeld van wat vermeld staat in de bepalingen onder 3^o en 4^o, een verwijzing voorkomt naar de Europese verordeningen die relevant zijn voor het bepalen van de maxima die daarin opgenomen zijn.

Artikel 14

In het voorontwerp zou geregeld moeten worden wat de gevolgen zijn van een situatie waarin een of meer van de andere waarborgen waarvan in artikel 14 sprake is een beding of een bepaling bevatten waarvan de strekking identiek of gelijklopend is met die van artikel 14, namelijk een vermindering *pari passu* van de waarborg naargelang van het bedrag dat door andere waarborgen gedekt is.

Artikel 15

Volgens artikel 15 kan het aanspreken van de staatswaarborg alleen betrekking hebben op de gehele in artikel 4, § 4, bedoelde portefeuille.

Die voorwaarde lijkt in tegenspraak te zijn met de memorie van toelichting, waarin staat dat “[a]nders dan in de bestaande regeling (...) de staatswaarborg op het niveau van het individueel krediet [geldt]”.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Les deux dispositions ne se sont pas contradictoires. S’il s’agit bien d’une garantie ‘par crédit individuel’, les demandes d’avance ainsi que les décomptes définitifs devront avoir pour objet l’ensemble des crédits garantis d’un prêteur. C’est dans ce cadre que la notion de ‘portefeuille’ est employée. L’appel à la garantie par un prêteur doit se faire en seule fois pour l’ensemble des pertes encourues sur l’ensemble des crédits garantis octroyés (le ‘portefeuille’) par ce prêteur.”

Het dispositief moet op basis van dit antwoord herzien worden teneinde elke dubbelzinnigheid weg te nemen aangaande het waarborgmechanisme “per individueel krediet”.

⁷ In de Franse tekst van paragraaf 2, 1^o, moeten de termen “1^o, 2^o et 3^o” vervangen worden door de termen “2^o, 3^o ou 4^o”.

Artikel 18

1. In de Franse tekst van het eerste lid moeten de woorden “par l’emprunteur” vervangen worden door de woorden “par le prêteur”.
2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het eerste lid aangevuld moet worden om te verduidelijken dat de effectisering met het oog op het gebruik als zekerheid van de effecten van de effectisering eveneens beschouwd wordt als een overdracht van een gewaarborgd krediet.
3. Er wordt verwezen naar opmerking 1 die hieronder bij artikel 19 gemaakt wordt.

Artikel 19

1. De bepaling onder 2° lijkt overbodig in het licht van artikel 18, waarin reeds bepaald wordt dat de staatswaarborg uitdooft in geval van overdracht. Die bepaling onder 2° moet weggelaten worden.

De vraag rijst evenwel wat de draagwijdte is van de derde zin van de bepaling onder 2° (“deze bepaling vindt geen toepassing op transacties als bedoeld in artikel 18 die niet tot een vermindering van het gewaarborgd verlies leiden”). De vraag rijst eveneens of die zin niet in artikel 18 ondergebracht moet worden, in voorkomend geval in een aangepaste vorm.

2. Wat de rapportering betreft, wordt verwezen naar opmerking 3 die *infra* bij artikel 20 gemaakt wordt.
3. Zoals de bepaling onder 9° gesteld is, lijkt ze veeleer betrekking te hebben op een geval waarin de staatswaarborg komt te vervallen (“dan vervalt de staatswaarborg”) dan op het geval van een vermindering van verlies, zodat ze veeleer thuishoort in artikel 20.

Op een vraag in dit verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“L’article 19 a trait à la diminution (potentiellement jusqu’à zéro) des pertes compensées par l’État. En revanche, l’article 20 prévoit la perte totale de la garantie d’État pour l’ensemble des crédits garantis octroyés par un prêteur.

L’article 19, 9° prévoit une diminution des pertes compensées par l’État.”

In het licht van dat antwoord moeten de bewoordingen van deze bepaling dan ook in die zin worden herzien.

4. Doordat de hypothese bedoeld in de bepaling onder 10° alleen betrekking heeft op de gevallen waarin het blijkbaar de bedoeling is om over te gaan tot de hernieuwing van “(leen)overeenkomsten met kredietnemers die van kracht waren op de datum van inwerkingtreding van deze wet” en doordat in artikel 3, 13°, de “wederopname van een krediet”

gedefinieerd wordt als “de wederopname of hernieuwing van een geheel of gedeeltelijk terugbetaald krediet dat vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet werd verleend en voor zover dergelijke wederopname of hernieuwing voor ten hoogste dezelfde hoofdsom plaatsvindt”, lijkt de verwijzing naar de gewone “opname” weggelaten te moeten worden uit die bepaling onder 10°, tenzij dat begrip gedefinieerd wordt en aangetoond wordt dat die verwijzing relevant is ten aanzien van de strekking van de bepaling onder 10°.

5. Meer in het algemeen zou over elk van de gevallen waarvan in artikel 19 sprake is uitleg gegeven moeten worden in de toelichting bij deze bepaling; een soortgelijke opmerking kan gemaakt worden bij de artikelen 20 tot 24.

Artikel 20

1. Uit de bepaling onder 2° volgt dat de staatswaarborg voor een kredietgever vervalt indien die kredietgever systematisch dan wel “op grote schaal” één of meer van de praktijken bedoeld in artikel 19, 6° of 7°, toepast.

“Op grote schaal” is een dermate vaag begrip dat het geen objectief criterium kan uitmaken op grond waarvan een kredietgever van de staatswaarborg vervallen verklaard zou kunnen worden.

De bepaling onder 2° moet herzien worden teneinde dat criterium te preciseren.

2. In de bepaling onder 3°, c), lijkt de voorwaarde die vervat is in punt (ii) overbodig in het licht van de voorwaarde die vervat is in punt (i).

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Suite à votre question, le projet de loi sera modifié en regroupant les points (i) et (ii) de l'article 20, 3° dans un point (i) qui sera formulé comme il suit :

‘qui n'avait pas de retard de paiements sur ses crédits en cours ou sur ses impôts ou cotisations de sécurité sociale au 1^{er} février 2020 ou qui n'avait pas plus de 30 jours de retard de paiement sur ses crédits en cours ou ses impôts ou ses cotisations de sécurité sociale au 29 février 2020’.”

Deze bepaling moet bijgevolg in die zin worden herzien.

3. Op de vraag wat er zoal valt onder de verplichte “rapportering” waarvan sprake is in punt 4°, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat het gaat om

“des reportings faits par les prêteurs, tels qu'également visés à l'article 37 de l'avant-projet. C'est par le biais de ce reporting que les prêteurs devront indiquer les crédits qui font l'objet de la garantie (voir art. 4). Les modalités des reportings seront précisées dans un arrêté royal d'exécution qui sera adopté ultérieurement. Ce système de reporting existe déjà au sein de la BNB. L'article 4, § 1, du projet prévoit que le Roi pourra en établir les modalités applicables dans un arrêté d'exécution.”

Zoals artikel 20, 4°, gesteld is, wordt in die bepaling echter blijkbaar een onderscheid gemaakt tussen de verplichte rapportering en de verplichting om maandelijks aangiftes te doen. De machtiging die bij artikel 4, § 1, van dit voorontwerp aan de Koning verleend wordt, heeft alleen betrekking op het bepalen van de nadere regels voor de maandelijks aangiftes. Indien de verplichte rapporteringen die door de kredietgevers opgemaakt moeten worden ruimer zouden zijn dan de maandelijks aangiftes, zou de machtiging die aan de Koning verleend wordt bijgevolg uitgebreid moeten worden. Als het de bedoeling is om de rapporteringen op te nemen in de maandelijks aangifte waarvan sprake is in artikel 4, § 1, zou die paragraaf in die zin gepreciseerd moeten worden.

Zoals artikel 37 gesteld is, kan daaruit bovendien niet duidelijk opgemaakt worden aan wie de verplichtingen inzake rapportering opgelegd worden, noch wat de draagwijdte van die verplichtingen is.⁸

De draagwijdte van de bedoelde verplichtingen inzake rapportering moet bijgevolg verduidelijkt worden.

Dezelfde opmerking kan gemaakt worden met betrekking tot artikel 19, 4°.

Artikel 22

Gelet op het doel en de draagwijdte van dit voorontwerp zou de machtiging die aan de Koning verleend wordt, beter afgebakend zijn als ze, zoals in artikel 9, § 2, niet alleen bepaald zou zijn door bevindingen die te maken hebben met “de ernst [of] de duur van de coronavirus-crisis” maar ook door bevindingen in verband met de evolutie van de markttrenten.

Artikel 23

1. Deze bepaling moet aldus aangevuld worden dat verduidelijkt wordt wat het gevolg is van een eventuele vermindering van een gewaarborgd verlies op een gewaarborgd krediet voor de verschuldigde of reeds betaalde vergoeding. Hetzelfde geldt voor het geval waarin de staatswaarborg komt te vervallen.

2. Wat de draagwijdte is van de bepaling onder 2°, d), en of die bepaling wel relevant is, zou verduidelijkt moeten worden, op zijn minst in de toelichting bij dit artikel.

⁸ Op dit punt wordt verwezen naar de opmerkingen die *infra* bij artikel 37 gemaakt wordt.

Artikel 27

Men zou er goed aan doen om in de toelichting bij artikel 27 het geval bedoeld in artikel 27, 4°, te verduidelijken.

Die verduidelijking is des te noodzakelijker daar op de overtreding van voorliggend voorontwerp administratieve en strafrechtelijke sancties staan (zie de artikelen 30 tot 32 van het voorontwerp). In voorliggend voorontwerp dient het versterkt legaliteitsbeginsel dat inzake strafrecht geldt, dan ook nageleefd te worden.

Artikel 29

Men zou er goed aan doen de bepaling onder 2°, of op zijn minst de toelichting erbij, aan te vullen teneinde beter – en indien mogelijk op exhaustieve wijze – aan te geven welke gegevens en verklaringen hier bedoeld worden.

Die verduidelijking is des te noodzakelijker daar op de overtreding van voorliggend voorontwerp administratieve en strafrechtelijke sancties staan (zie de artikelen 31 en 32 van het voorontwerp). In voorliggend voorontwerp dient het versterkt legaliteitsbeginsel dat inzake strafrecht geldt, dan ook nageleefd te worden.

Artikelen 30 tot 32

1. Vooraan in de Franse teksten die ingevoegd worden in de artikelen 30 tot 32 van de wet van 25 april 2014 ‘op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen’ [in het Frans “la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit (et non « crédits ») et des sociétés de bourse”] schrijve men “ou de la loi” in plaats van “ou la loi”.

2. In de Franse tekst van de artikelen 30 tot 32 moeten de woorden “et modifiant diverses lois” weggelaten worden.

Artikel 33

In tegenstelling tot hetgeen in de eerste zin van artikel 33 vermeld staat, worden de wederzijdse rechten en verbintenissen in verband met de staatswaarborg tussen de Staat enerzijds en de kredietgever anderzijds geregeld bij voorliggend voorontwerp zelf (en bij de toekomstige besluiten tot uitvoering van de ontworpen wet) en zijn ze dus niet van contractuele aard. Die eerste zin moet dan ook weggelaten worden.

Zoals in de tweede zin van artikel 33 terecht vermeld wordt, staat voorts niets eraan in de weg dat de partijen bijzondere aanvullende overeenkomsten sluiten voor zover die niet in strijd zijn met de bepalingen van voorliggend voorontwerp.

Artikel 34

Het woord “schuldenaar” moet vervangen worden door het woord “kredietnemer”.

Artikel 37

Zoals artikel 37 gesteld is, wordt daarin niet uitdrukkelijk bepaald wie belast wordt met het uitvoeren van de opvolging van de uitvoering van deze regeling en met de identificatie en remediëring van eventuele problemen.

Ter wille van de rechtszekerheid moet deze bepaling dan ook verduidelijkt worden, rekening houdend met inzonderheid opmerking 3 die bij artikel 20 gemaakt is.

Artikel 38

1. De toelichting bij dit artikel zou moeten worden aangevuld met de specifieke redenen op grond waarvan wordt afgeweken van de algemene regel dat wetten in werking treden de tiende dag na die van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, zoals die regel vastgesteld is in artikel 4, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’.

2. De tweede zin van artikel 38 hoort niet thuis in een bepaling die ertoe strekt de inwerkingtreding van de ontworpen wet te regelen.

Die zin moet een autonome bepaling worden die in de tekst zelf van dit voorontwerp ingevoegd moet worden en op artikel 4, § 1, afgestemd zou moeten worden.

SLOTOPMERKINGEN

1. Overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek⁹ dient afgezien te worden van het gebruik van haakjes.¹⁰

2. In de Franse tekst van het voorontwerp is nu eens sprake van “la garantie d’État” en dan weer van “la garantie de l’État”.

⁹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 86.

¹⁰ Zie de artikelen 3, 12°, 8, § 1, 2°, 9, § 1, 2°, en 19, 1°, van het voorontwerp.

Het is raadzaam de gebruikte terminologie eenvormig te maken, waarbij laatstgenoemde uitdrukking de voorkeur verdient.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT